

**Montée en débit
consultation publique**

Mise en œuvre de l'accès à la sous-boucle et articulation avec le développement du très haut débit



RÉPONSE À LA CONSULTATION PUBLIQUE (NOVEMBRE 2009)

Sommaire

I.	Présentation du projet.....	3
II.	Réponses aux questions.....	4
II.1.	Question 7 :	4
II.2.	Question 9 :	4
II.3.	Question 10 :	4
II.4.	Question 12 :	5

I. Présentation du projet

La Communauté de Communes Braconne & Charente, la Communauté de Communes Charente Boëme Charraud, la Communauté de Communes de la Vallée de l'Echelle et la commune de Mornac ont souhaité s'engager dans une réflexion globale en matière de TIC, tant sur les aspects liés aux services et usages que sur les réseaux et infrastructures de réseaux de communications électroniques. Ce territoire couvre 22 communes pour environ 30900 habitants.

Dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement économique, plusieurs segments de développement stratégique ont été considérés : le segment des entreprises, le segment des acteurs publics et des administrations et le segment des usagers résidentiels.

La Communauté de Communes Braconne & Charente et ses partenaires ont pour objectif le développement numérique du territoire, notamment en favorisant :

- la mise en place d'infrastructures permettant de fournir un minimum de 5 Mb/s à tous les acteurs économiques et aux établissements à caractère public ;
- le raccordement des principales zones d'activités économiques (ZAE) en très haut débit, en cohérence avec les réseaux existants ;
- à terme, l'accès à Internet très haut débit (de type FTTH) pour tous.

Pour atteindre leurs objectifs, la Communauté de Communes de Braconne & Charente et ses partenaires ont souhaité disposer d'éléments d'aide à la décision qui s'est traduit par la mise en place d'une étude de faisabilité actuellement en cours. Cette étude a débuté en juin 2009 et est toujours en cours. Ce RIP pourrait être opérationnel courant 2011.

En ce qui concerne le segment des usagers résidentiels, la décision des élus sur des projets de montée en débit sont liés à une bonne compréhension de l'impact des différentes solutions envisageables sur la qualité de cette amélioration (notamment le nombre de lignes impactées par classe de débit cible). La mise en œuvre effective et rapide des décrets liés à la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) est impérative pour disposer des éléments objectifs éclairant les décisions à prendre.

La Communauté Braconne & Charente et ses partenaires entendent développer un service public de communications électroniques de type opérateur d'opérateurs. La satisfaction des objectifs de la collectivité passe par une vérification de l'appétence des opérateurs sur les différents scénarios considérés.

II. Réponses aux questions

II.1. QUESTION 7 :

L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter s'ils le jugent utile cette synthèse des performances techniques relatives de chacune des solutions proposées.

La collectivité ne mettrait pas l'architecture bi-injection et déport des signaux sur un pied d'égalité en ce qui concerne les performances techniques. En effet, la collectivité s'interroge sur le caractère limité du gain en débit de la l'architecture bi-injection. Celle-ci ne serait donc pas favorable à ce choix d'architecture étant donné un gain en débit faible par rapport à l'architecture déport de signaux mais surtout l'architecture réaménagement.

II.2. QUESTION 9 :

L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter s'ils le jugent utile cette synthèse des impacts concurrentiels potentiels de chacune des solutions proposées. Les acteurs sont notamment invités à développer leurs analyses au regard des impacts que pourraient avoir chacune des solutions dans les zones.

En ce qui concerne l'architecture réaménagement, la collectivité demande confirmation en tant qu'opérateur d'opérateurs quant à la possibilité de proposer une offre activée aux autres opérateurs. Dans le cas d'une limitation à une offre passive, cela réduirait considérablement les opportunités d'introduction de concurrence. En effet, dans le cas de sous-répartiteur de petite taille, l'appétence des opérateurs est nettement supérieure pour une offre activée.

II.3. QUESTION 10 :

L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter s'ils le jugent utile cette synthèse des coûts prévisibles de la mise en œuvre des solutions proposées.

La collectivité estime que le coût de la pose de fibre optique entre le répartiteur et les sous-répartiteurs (15 à 20€) est largement sous évalué même en se plaçant dans l'hypothèse d'un usage systématique d'une solution de génie civil la moins coûteuse qui est la pose aérienne (environ 20€/ml).

Certains coûts annexes ne sont pas abordés dans la consultation publique mais mériterait un éclaircissement comme :

- le coût d'accès à la sous-boucle cuivre ;
- les frais d'études et d'accès aux services ;
- les modalités de dédommagement pour les opérateurs de services possédant des clients présents au NRA d'origine et désirant migrant au sous-répartiteur.

En ce qui concerne les architectures « déport de signaux » et « réaménagement », quelles sont les règles tarifaires envisagées pour les services offerts par la collectivité aux opérateurs de services? Le modèle préconisé par l'ARCEP concernant les NRA ZO sera-t-il applicable?

II.4. QUESTION 12 :

L'autorité invite les acteurs à commenter ces premiers travaux permettant de disposer d'une estimation du nombre de sous-répartiteurs potentiellement concernés par des projets de montée en débit via l'accès à la sous-boucle.

Dans le cadre du projet de la Communauté de Communes Braconne & Charente et de ses partenaires, une première estimation indique 60 sous-répartiteurs présents sur l'ensemble territoire. L'accessibilité aux données statistiques détaillées prévue par le décret « Connaissances des réseaux » (n°2009-167 du 12/02/09) de la Loi de Modernisation de l'Economie s'avère donc indispensable pour des prises de décisions opérationnelles. En effet, les sous-répartiteurs cibles ne pourront être sélectionnés que sur la base de ces données sur les lignes cuivre à partir des sous-répartiteurs.